

**Union européenne - Zone euro -
Déclaration de M. Bruno Le Maire,
ministre de l'économie et des
finances, à son arrivée à la réunion
de l'Eurogroupe**

(Luxembourg, 09 octobre 2017)

Q - Avec le départ de M. Schäuble qui signe la fin d'une époque, quel est l'héritage de cette époque ?

R - (en allemand) Un mot sur mon ami Wolfgang Schäuble. C'est son dernier Eurogroupe. Je suis très heureux du rôle important qu'il a joué pour le développement de la communauté européenne, dans l'amitié franco-allemande et dans la politique de l'Allemagne. Il fera un excellent président du Bundestag. Je vois Wolfgang Schäuble comme un grand ministre des finances, je le vois également comme un grand Européen et comme un ami très proche

(en français) Je crois qu'aujourd'hui, il y a une croissance qui revient en Europe. On le voit en France avec une croissance de 1.8% annoncée pour 2017, c'est une excellente nouvelle. Et chacun sait que lorsqu'il y a de la croissance, il y a aussi des risques. Et donc nous restons très vigilants sur le niveau d'endettement, très vigilants sur le niveau des actifs, pour garantir avec tous les autres États membres de l'UE et la BCE, que cette croissance est durable, soutenable, et ne conduira pas à de nouveaux risques pour la zone euro. Nous sommes très vigilants là-dessus, très conscients des défis qui nous attendent. Quand il y a croissance, il y a aussi de nouveaux risques, à nous d'être vigilants, de prévenir ces risques, c'est le rôle du ministre des finances, et c'est ce à quoi nous sommes tous profondément déterminés.

Q - Serez-vous candidat à la présidence de l'Eurogroupe ?

R - (en anglais) Nous avons une très bonne présidence de l'Eurogroupe grâce à Jeroen Dijsselbloem. J'ai cru comprendre que Jeroen voudrait rester président jusqu'au début de l'année prochaine (janvier 2018) - la fin de son mandat. Je pense que c'est l'option la plus pratique et la plus judicieuse pour l'Eurogroupe. L'Eurogroupe a besoin de stabilité, en ce moment la présidence est bien assurée grâce à Jeroen, donc s'il veut rester jusqu'à l'année prochaine, je pense que c'est la meilleure option pour tous les membres de l'Eurogroupe.

Q - Pourquoi est-ce que la politique d'austérité mène-t-elle vers une voie sans issue ?

R - (en Français) Il n'y a pas de politique d'austérité en Europe, en tout cas nous n'y sommes pas favorables avec le président de la République et le Premier ministre. Nous sommes pour la convergence des politiques économiques, pour que chaque membre de l'Union européenne fasse les efforts nécessaires pour répondre aux standards de l'Union européenne. C'est ce que

nous faisons en France. Nous avons engagé toute une série de réformes en profondeur : code du travail ; transformation de la fiscalité française pour alléger la fiscalité sur le capital et mieux financer nos entreprises ; formation professionnelle, qui est essentielle pour accompagner nos salariés face aux révolutions technologiques. Nous faisons donc tout le nécessaire pour que la France revienne au premier plan en matière économique et retrouve toute sa puissance économique. Il faut donc de la convergence entre les États membres.

Il faut ensuite que chaque État respecte ses engagements européens, c'est très important. C'est ce que la France va faire cette année, avec un déficit de 2.9% ; C'est la première fois depuis 10 ans que la France va tenir ses engagements en matière de déficit, et j'espère que cela permettra à la France de sortir de la procédure pour déficit public excessif.

Et puis ensuite, il faut transformer la zone euro en un continent économique puissant, respecté, capable de défendre nos intérêts d'emploi, nos intérêts industriels, nos intérêts financiers. Cela, c'est l'enjeu des années qui viennent. Nous allons commencer les discussions aujourd'hui, ne soyez pas trop impatients./.